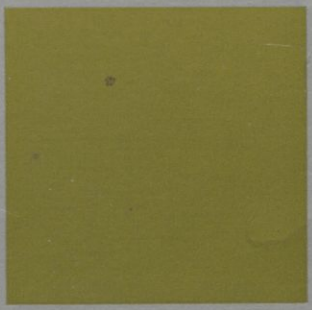
israël au xxe siècle

élie barnavi



puf
l'historien

R

92
34

Israël au XXe siècle

2
juillet 83

16°G
3445
(47)

COLLECTION DIRIGÉE PAR ROLAND MOUSNIER

92

L'HISTORIEN

Israël au XXe siècle

ÉLIE BARNAVI

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

DL-21-04-1982-11697

A mes parents



ISBN 2 13 037349 6

Dépôt légal — 1re édition : 1982, mars

© Presses Universitaires de France, 1982
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

SOMMAIRE

INTRODUCTION 7

CHAPITRE PREMIER. — *Le poids de l'Histoire* 9

1. Les racines du nationalisme juif 10
2. L'éventail des options 12
3. Le choix sioniste 15

CHAPITRE II. — *Le problème de l'Etat* 29

1. Une démocratie parlementaire moderne... 31
2. ... à substrat biblique 42
3. Politisation à outrance, règne des partis et polarisation idéologique 51
4. Une armée de citoyens 76

CHAPITRE III. — *Une nation en devenir* 87

1. Le problème national 88
   Le statut des minorités 95
2. Le problème socio-économique 104
   L'idéologie 104
   Les outils 107
   Atouts et limites d'une économie de guerre 118
   Communautés et classes sociales 133
3. Le problème culturel 140
   La conquête définitive de la langue nationale 141
   La quête difficile d'une identité culturelle 144

CHAPITRE IV. — *Israël et la Diaspora* 152

1. Une étroite interdépendance 154
2. La querelle du sionisme 159
3. Les « Juifs du silence » 163

CHAPITRE V. — *Israël et les Arabes* 170

1. Le sionisme préétatique et les Arabes 171

2. L'Etat et les Arabes 191

D'une guerre à l'autre 191
La révolution de Sadate et la paix avec l'Egypte 248
Le problème palestinien 256
Israël face au problème palestinien : « Rive occidentale » ou « Judée-Samarie » ? 266

CHAPITRE VI. — *Israël parmi les nations* 277

1. Le monde et la création de l'Etat d'Israël 278
2. Les relations internationales de l'Etat d'Israël 281
3. La guerre du Kippour et l'évolution des relations internationales de l'Etat d'Israël 292

EN GUISE DE CONCLUSION. — *La croisée des chemins* 304

BIBLIOGRAPHIE 310

ANNEXE (Cartes) :

1. Le Mandat britannique (1921) 316
2. Le premier partage (1922) 317
3. Le plan de partage des Nations Unies (1947) 318
4. Les frontières de l'Armistice (1949) 319
5. Des frontières améliorées 320



Introduction

Israël au XXe siècle... choisi par la collection qui a bien voulu accueillir cet ouvrage, son titre est quelque peu problématique. Au cours des âges, le nom d'Israël a revêtu plusieurs acceptions : peuple, religion, terre, royaume, Etat-nation enfin. Par ailleurs, ce dernier avatar n'est pas né avec le siècle, mais en son milieu ; alors que le mouvement d'idées et d'action qui l'a enfanté a vu le jour, lui, au siècle précédent.

Il importe donc de définir l'objet de ce livre : c'est de l'Etat d'Israël qu'il sera question ici. A travers les problèmes qu'il a eu à affronter au cours de sa brève histoire, nous essayerons d'en brosser à larges traits le profil historique. D'où l'approche thématique plutôt que chronologique, chacun de ces problèmes étant traité comme un tout, avec ses racines historiques, son développement dans le temps, son impact sur la vie du pays. L'on tâchera d'aller droit à l'essentiel, l'histoire dite événementielle étant réduite au strict minimum nécessaire pour la compréhension des sujets traités.

Il est assurément difficile de condenser en si peu de pages l' « essentiel » d'une histoire aussi pleine que celle de l'Etat juif. Il est encore plus difficile, sinon parfaitement absurde, de prétendre à la froide objectivité. Il y a longtemps que les historiens ont découvert les limites de la passion scientiste pour le fait brut, « scientifiquement » consigné. Et ce qui est vrai pour l'histoire en général l'est *a fortiori* pour un sujet aussi brûlant, aussi passionnément disputé que celui que nous abordons dans cet ouvrage.

Ceci étant dit, que l'on ne cherche pas dans ces pages une défense et illustration de l'Etat d'Israël. Si l'on n'exige plus

de l'historien de débiter sa tranche d'histoire *wie es eigentlich gewesen ist*, et si on lui fait grâce de l'impartialité de l'entomologiste, on est en droit d'attendre de lui une rigoureuse honnêteté intellectuelle, sans laquelle il sera peut-être un excellent pamphlétaire — ce qui est légitime —, mais sûrement un exécrable historien — ce qui l'est moins. Nous nous sommes par conséquent efforcé de respecter scrupuleusement le précepte que Cicéron propose à l'historien : ne rien oser dire qu'il sache faux, oser dire tout ce qu'il croit vrai.

C'est à cette condition que ce livre aura atteint son objectif : servir d'initiation à l'histoire d'un phénomène qui a suscité et suscite encore bien des passions contradictoires, mais qui en tout état de cause, amis et ennemis en conviennent, aura profondément marqué notre époque.

Benjamin Arbel, mon ami et collègue du Département d'Histoire de l'Université de Tel-Aviv, a accepté d'user ses yeux sur les brouillons illisibles que j'ai soumis à sa critique sévère et éclairée. J'en ai beaucoup profité et je tiens à lui exprimer ici toute ma gratitude.

CHAPITRE PREMIER

Le poids de l'histoire

L'on sait que la doctrine qui a présidé à la naissance de l'Etat d'Israël et en fournit toujours la justification idéologique est le sionisme. Certains saluent en lui le mouvement de libération nationale du peuple juif ; d'autres refusent d'y voir autre chose que le fer de lance de l'impérialisme yankee ou une forme particulièrement nocive de nationalisme chauvin. Mais, exalté ou honni, le sionisme a ceci de particulier qu'il est en définitive peu et mal connu. Peu ont une conscience claire de ses racines historiques, encore moins en savent les nombreuses ramifications, en perçoivent les raisons, en devinent la charge émotionnelle.

Or, l'Etat d'Israël est un produit du sionisme — rarement un fait historique a été aussi étroitement lié à une idée, jusqu'à se confondre avec elle. Mais ce n'est pas que d'idéologie qu'il s'agit : le mouvement sioniste préétatique a légué à l'Etat ses partis politiques, son mode de scrutin, son énorme centrale syndicale, le noyau de son armée, ses conceptions en matières d'aménagement du sol et ses fédérations de colonies de peuplement, les thèmes de sa littérature et de ses chansons — tout, où peu s'en faut. Inutile donc d'essayer de comprendre Israël sans saisir d'abord le mouvement sioniste — pour le meilleur et pour le pire, la matrice du jeune Etat. C'est ce que se propose de faire ce bref chapitre introductif.

1. LES RACINES DU NATIONALISME JUIF

Le nationalisme juif moderne a deux racines : l'une plonge loin dans le temps, et se confond avec la mémoire historique, à la fois religieuse et nationale, du peuple juif ; l'autre, beaucoup plus récente, a pris naissance dans l'Europe du XIXe siècle. La première a permis aux Juifs de survivre à la dispersion en tant que peuple, soudés qu'ils étaient par une religion d'essence nationale, par les souvenirs toujours vivaces de la Terre promise et par l'hostilité tenace du milieu environnant. Mais sans la seconde, les Juifs auraient continué *ad vitam aeternam* à prier avec ferveur pour « l'an prochain à Jérusalem », sans espoir aucun d'y parvenir, sinon messianique.

Selon qu'on est religieux ou agnostique, on privilégie l'un ou l'autre de ces piliers. Mais, en vérité, il s'agit là d'un exercice assez futile, davantage révélateur d'une querelle politique que d'une vérité d'histoire. Il est certain que l'acharnement des Juifs à survivre est d'essence religieuse, et il est non moins certain que la centralité de la Terre d'Israël a toujours été la pièce maîtresse du culte et de la conscience juifs. C'est ce lien spirituel puissant, mais aussi physique, les Juifs n'ayant jamais cessé d'être présents en Palestine, qui a empêché le peuple juif de se transformer en une secte religieuse parmi d'autres et, à terme, de disparaître en tant que groupe. L'exil — perçu comme la punition la plus dure que Dieu inflige à son peuple pécheur — la Rédemption et le Retour, la sainteté de la Terre — ce sont là des thèmes inlassablement repris dans la liturgie et la littérature juives depuis vingt siècles, avec une nostalgie réelle, charnelle, qui étonne et irrite les Gentils. Arthur Koestler a peut-être eu tort d'écrire qu'Israël est un « caprice de l'histoire » — ou alors, en un sens, tous les Etats-nations le sont — mais il a eu sûrement raison d'en souligner le caractère « unique » puisqu'« il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire d'un peuple qu'on ait autant pourchassé autour du globe, qui a survécu deux mille ans à la mort en

tant que nation et qui, entre les autodafés et les chambres à gaz, ait continué à boire à « l'an prochain à Jérusalem » pendant le même laps de temps, avec la même infatigable confiance dans le surnaturel »[1].

« Boire à l'an prochain à Jérusalem », mais pas seulement : à toutes les époques, dans toutes les communautés, la nostalgie de la patrie perdue pousse des Juifs sur la route du retour. C'est l'*aliya*, la « montée » vers la Terre d'Israël, considérée par les rabbins comme le premier des commandements de Dieu. Les *Avelei Tsion* (les « Endeuillés de Sion ») au VIIe siècle, la secte des *Karaïtes* au IXe siècle, l'*aliya* de Nahmanide et de ses disciples au XIIIe siècle, celle d'Ovadia de Bertinoro avec ses disciples italiens au XVe, la vague d'immigration de Juifs espagnols et portugais après les décrets d'expulsion des rois catholiques, celle des Juifs d'Afrique du Nord au XVIe siècle et celle provoquée par la grande fièvre messianique de Shabbetaï Zvi, le faux messie, au XVIIe, l'immigration des *Hassidim*[2] des Pays baltes et de Pologne au XVIIIe — toutes tentatives pathétiques, d'une portée pratique limitée, mais révélatrices de l'attrait puissant que la Terre sainte ne cesse d'exercer sur cette Diaspora juive qui se considère partout en exil. Au XIIe siècle, dans cette Espagne où fleurit dit-on « l'âge d'or » du judaïsme espagnol (une notion en cours de révision, d'ailleurs)[3], Judah Halévi, poète hébreu de cour célèbre et choyé, exhale sa nostalgie dans un poème que tous les enfants d'Israël connaissent aujourd'hui par cœur — « Mon cœur est en Orient, mon corps en Occident » — avant de s'embarquer pour la Palestine. Mort sans doute en Egypte avant d'avoir pu atteindre la Terre promise, une légende tenace veut qu'il ait été tué par un cavalier arabe aux portes de Jérusalem — dans son tragique symbolisme,

1. Arthur KOESTLER, *Analyse d'un miracle*, Paris, Calmann-Lévy, 1949, p. 16.

2. Mouvement de piété populaire à coloration mystique, né en Pologne au XVIIIe siècle.

3. Ron BARKAÏ, *Images de soi et image de l'ennemi chez les chrétiens et les musulmans dans l'Espagne de la Reconquête*, Jérusalem, 1979 (hébreu).

la légende exprime à merveille la réalité poignante de la soif de Sion.

Ainsi, à l'époque où le sionisme politique envoie en Palestine les premières vagues d'immigration, une communauté juive y existe déjà, y a toujours existé — quelque vint-cinq mille Juifs qui vivotent dans les quatre « villes saintes » : Jérusalem, Tibériade, Safed, Hébron. Ce « vieux *Yishouv* »[4], très orthodoxe, très pauvre, vivant de la charité des communautés juives de la Diaspora, sera violemment hostile au sionisme, laïc et émancipateur, donc impie. Il n'en témoigne pas moins de la continuité de la présence juive en Palestine.

Cependant, le fait est que deux mille ans de vie communautaire intense et de ferveur religieuse, de persécutions et d'espoir de Retour, de présence physique même en Palestine et de brusques vagues d'enthousiasme messianique, ont été impuissants à transformer l'aspiration en volonté politique et la prière en réalité. Il a fallu attendre pour cela l'Europe moderne, bourgeoise et libérale, qui fournit à la vieille armature religieuse-nationale des étais neufs : l'émancipation et le mouvement des nationalités, le nationalisme et l'antisémitisme moderne.

2. L'ÉVENTAIL DES OPTIONS

L'émancipation, qui suit, à un rythme inégal mais inexorable, les Lumières et la Révolution française, distend brusquement ce ressort comprimé qu'est le Juif et le propulse d'un bond du parterre aux premières loges de l'Histoire. Le Juif assaille les grandes villes, les universités, la grande presse et les arts, les professions libérales et la haute finance. Mais en pénétrant avec force et fracas dans un monde en principe ouvert au talent, soucieux d'efficacité et dédaigneux des différences de race et religion, il soulève deux lièvres redoutables. L'un lui appartient en propre, est son affaire : il lui faut vivre

4. On appelle « *Yishouv* » la communauté juive palestinienne.

maintenant son judaïsme, dont il ne veut ou ne peut, ou ne veut ni ne peut se débarrasser, en individu, sans la serre chaude de sa communauté, brimée certes, mais forte de ses certitudes et du *modus vivendi* précaire auquel elle est parvenue au cours des siècles avec le monde environnant. La *Haskala* — les Lumières version juive — lui propose d'être « Juif chez lui et homme dans le monde » : compromis boiteux, dualisme douloureux et difficilement praticable.

L'autre lièvre gambade du côté des Gentils. Dans tous les domaines, le Juif devient un concurrent dangereux et voyant, à qui il est tentant de reprocher tous les malheurs du siècle — les scandales financiers et la paupérisation de la petite-bourgeoisie, la propagation du virus révolutionnaire si on est à droite et l'accumulation du grand capital si on est à gauche. « Le XIXe siècle », dit Huston Chamberlain, « est le siècle Juif » ; venu de l'autre bord, Marx lui fait écho dans sa *Question juive* — l'antijudaïsme chrétien traditionnel a fait place à l'antisémitisme moderne (le mot est de 1879[5]) racial, économique et social.

Et national, bien sûr. Car ce monde ouvert, libéral et bourgeois, est coulé dans le moule des nations, chacune avec son passé propre, ses traditions, sa culture, ses réflexes mentaux et sentimentaux, ses « mentalités ». Or, le Juif s'y insère mal (ses racines sont ailleurs), et plus il veut se fondre dans la culture ambiante, mieux il réussit à en assimiler les us et coutumes, et moins il est accepté, semblable qu'il est à ce pathétique personnage kafkaïen qui devient plus indigène que les indigènes eux-mêmes, et rejeté pour cela même.

Ce phénomène se fait sentir surtout dans la deuxième moitié du XIXe siècle, lorsque le nationalisme cesse d'agir comme force libérale, voire révolutionnaire, pour devenir une position de repli conservatrice et réactionnaire, une réaction agressive de peur. Garibaldi et Michelet cèdent le pas à Treitchke et à Chamberlain et le Juif redevient l'éternel Autre, Français

5. Il semble en effet que c'est à cette date que le journaliste allemand MARR le forge dans ses *Libres Cahiers antisémites*, parus à Berlin.

pour les Allemands, Allemand pour les Français, étranger pour tout le monde. Que l'émancipation puisse ainsi mener à l'antisémitisme moderne, voilà qui paraîtra paradoxal à un esprit soucieux de logique, mais c'est un fait historique indiscutable, quelque choquant pour la raison qu'il puisse être.

Les Juifs tardent à s'en apercevoir, ceux d'Occident surtout, qui aspirent avidement l'air nouveau du libéralisme triomphant. Pour eux, l'émancipation semble devoir déboucher tout naturellement sur l'assimilation pure et simple. Ce combat pour l'assimilation du *j*uif en tant qu'individu excluait par définition l'émancipation des *J*uifs en tant que nation. Toute histoire nationale abolie, ceux-ci se muent en israélites, c'est-à-dire en citoyens appartenant, comme leurs compatriotes catholiques et protestants, à un culte donné — en l'occurrence la foi mosaïque. Quant aux « vieilles puissances obscures » qui sont l'antisémitisme et les persécutions qui en découlent, elles devraient finir par disparaître tout comme « la sorcellerie, l'astrologie, la torture [et] l'Inquisition », chassées qu'elles seront par « le rayon lumineux de la culture » et les « idées d'humanité, de progrès, de tolérance, d'équité... »[6]. Et le premier congrès sioniste ne put être tenu à Munich à cause des protestations indignées du rabbinat allemand — les « *Protestrabbiner* » qu'a raillés Théodore Herzl. Bien sûr, la vague d'antisémitisme qui culmine avec l'affaire Dreyfus et qu'alimentent vers la fin du siècle des partis politiques organisés, toute une littérature et une presse spécialisée, inquiète les Juifs occidentaux. Mais, pour la plupart d'entre eux ce n'est là que le dernier soubresaut d'une bête moribonde. La Raison, le Progrès et la Science — la triade libérale —, voire le Socialisme, finiront par en venir à bout.

Pour les quelque sept millions de Juifs prolétarisés, ghetoïsés, repliés sur eux-mêmes d'Europe de l'Est, l'assimilation

6. C'est L. PHILIPPSON qui écrit cela dans *Algemeine Zeitung des Judentums*, Bonn, 17 octobre 1882, en réaction à l'*Autoémancipation* de Léo PINSKER. Cité par A. NEHER, *in* Léo PINSKER, *ibid.*, Jérusalem, 1956, introd., p. 20.

était une solution difficilement envisageable. Là-bas, les traditions religieuses sont restées vivaces et les institutions communautaires vigoureuses. Dans les deux grands empires multinationaux — Russie et Autriche-Hongrie — les Juifs forment une nation comme les autres, c'est du moins ce qu'ils sentent et, territoire mis à part, ils en possèdent effectivement tous les attributs. Le courant franchement assimilationniste existe, mais il est minoritaire : leur lutte sera donc d'emblée d'ordre national, et à l'échelle de la nation l'émancipation qu'ils recherchent. Et cette émancipation, ils la veulent sur place, à l'image des autres groupes nationaux.

Cet *autonomisme* politique et culturel trouvera son expression la plus achevée dans le *Bund* socialiste, parti ouvrier juif antisioniste des années 1870. Avec le *Bund* on touche à l'autre grande tentation du judaïsme russo-polonais — la Révolution sociale. Là on ne pouvait toucher les masses juives qu'à travers leur propre langue — le yiddish — et leur propre culture. A l'origine donc, il s'agit d'un moyen de combat, d'un raccourci pour attirer les travailleurs juifs à la cause révolutionnaire. Cependant, il fallait bien se rendre à l'évidence : la lutte des classes n'expliquait pas tout, et le prolétaire juif avait à subir non seulement les brimades de son ennemi de classe — le patron — mais encore de son frère en commune misère — l'ouvrier non juif. Par ailleurs, pour enthousiaste que soit son engagement révolutionnaire, il n'en demeure pas moins attaché à sa communauté, à sa langue, à ses traditions. Le *Bund* évolue donc rapidement vers l'acceptation d'une culture juive autonome, ce qui lui attire l'hostilité des autres partis ouvriers — les sociaux-démocrates, notamment. On connaît le mot cruel de Plekhanov sur ces « sionistes qui craignent le mal de mer ».

3. LE CHOIX SIONISTE

Ce radicalisme social n'en reste pas moins, comme nous le verrons, une tendance majeure du sionisme politique,

largement responsable de la physionomie du *Yishouv*, puis de l'Etat. Parmi ceux qui cherchent une solution au vieux « problème juif » (beaucoup n'en cherchent aucune, car ce serait pécher contre le Messie ; nous y reviendrons), les sionistes sont au début une toute petite minorité. Jusqu'à l'affaire Dreyfus, l'Europe occidentale semble en effet, on l'a vu, se diriger d'un pas sûr vers les lendemains radieux d'un libéralisme tolérant, et l'article de Philippson *(supra)* est à cet égard révélateur de l'état d'esprit de l'ensemble des Juifs occidentaux. En Russie même, les timides tentatives de réforme d'Alexandre II paraissent grosses d'espoir aux yeux de l'*intelligentsia* juive. Certes, des hommes comme les rabbins Judah Alkalaï (1798-1874) et Zvi Hirsch Kalisher (1795-1874) ou Moché Hess (1812-1875) élaborent-ils des thèmes sionistes au sens plein du terme — *le retour à Sion par un mouvement politique de masse.* Les deux premiers s'appuient résolument sur la tradition messianique, mais en la vidant de ses éléments miraculeux pour en faire un impératif politique pragmatique. Hess, lui, part du socialisme révolutionnaire — qui tarde à s'accomplir — pour aboutir aux mêmes conclusions. Le « printemps des peuples » impose partout la solution nationale, démocratie, socialisme et nationalité semblent se marier harmonieusement, le romantisme exalte partout la Nation : rien d'étonnant donc que sous l'impact de l'unification italienne, Hess écrive *Rome et Jérusalem.* Le problème juif n'est-il pas « le dernier problème national », en Europe du moins ?

L'ennui est que ces « précurseurs » font figure d'originaux et prêchent dans le désert. Quand l'opinion juive n'ignore pas leurs constructions, elle les méprisent. C'est que l'heure est à l'optimisme et il est trop tôt pour avoir vraiment peur.

Et puis, l'idée sioniste gêne tout le monde, ou peu s'en faut : les Juifs assimilés ou en voie d'assimilation, par un rappel fâcheux de leur identité nationale, capable d'entraver leur intégration ; les orthodoxes refusent avec horreur une doctrine qui prétend se substituer au Rédempteur ; les révolutionnaires combattent ce qu'ils considèrent comme du

déviationnisme chauvin petit-bourgeois, susceptible de détourner les masses juives de la cause révolutionnaire.

Ce n'est qu'à partir des années 1880 que le sionisme mord sur les masses juives, avec la montée de l'antisémitisme en Europe centrale et occidentale[7] et, surtout, le déchaînement des passions antijuives à l'est : en 1881, l'assassinat d'Alexandre II par les nihilistes provoque une vague de pogroms sanglants, encouragés, voire provoqués par les autorités, et doublée d'une série de lois d'exception, de procès de meurtre rituel, de déportations. Cette fois, c'est l'existence physique du peuple qui est mise en question. Dérision suprême, libéraux et révolutionnaires russes, loin de dénoncer l'horreur, « comprennent » les pogromistes — n'est-ce pas là une première manifestation authentiquement révolutionnaire, la preuve que les masses sont capables de s'éveiller de leur torpeur et de courir sus à leurs oppresseurs ? Le réveil de la douce illusion émancipatrice, *hic et nunc*, est brutal. Le sionisme n'en émerge pas comme courant principal, il s'en faut de beaucoup. Nombreux sont ceux qui émigrent, aux Etats-Unis surtout — plus de deux millions et demi entre 1881 et la veille de la première guerre mondiale, plus de quatre millions jusqu'en 1932. D'autres se raccrochent coûte que coûte à la Révolution, libératrice pour tout le monde, Juifs compris. Mais beaucoup décident que tout cela a trop duré, que l'émancipation de l'homme juif est un leurre tant qu'il faut la mendier aux autres, et qu'on ne peut y parvenir véritablement que par l'émancipation de la nation en son entier. Aux raisons des précurseurs, les deux racines que nous mentionnions et leurs nombreuses ramifications, s'ajoute maintenant le ferment puissant du désespoir, de la peur et de l'humiliation.

Pour bien comprendre ce nouvel état d'esprit il faut lire une petite brochure devenue un classique du sionisme : *Autoémancipation*, de Léo Pinsker (Berlin, sept. 1882)[8]. Ce

7. Des partis à programme antisémite font leur apparition en Allemagne, Autriche, Hongrie ; DRUMONT publie *La France juive* en 1886, *La Libre Parole* débute six ans plus tard.

8. Jérusalem, 1956.

médecin d'Odessa, qui avait cru de toute son âme à l'émancipation, analyse en clinicien, pour la première fois de façon aussi systématique, le phénomène antisémite — la « judéophobie » comme il l'appelle. Son diagnostic : il s'agit d'une déviation pathologique, d'une « perversion congénitale de la mentalité humaine » et, en tant que telle, incurable. La cause première de cette « psychose héréditaire » est la condition *anormale* du peuple juif, « nation fantôme », partout minoritaire et nulle part chez elle : « ... le juif est considéré par les vivants comme un mort, par les autochtones comme un étranger, par les indigènes sédentaires comme un clochard, par les gens aisés comme un mendiant, par les pauvres gens comme un exploiteur millionnaire, par les patriotes comme un apatride, et par toutes les classes comme un concurrent qu'on déteste. Cet antagonisme est une loi naturelle. » Inutile donc de s'humilier, de faire le dos rond, de jouer les patriotes, d'essayer d'oublier qui on est, « la plèbe sceptique vous remettra bien en mémoire qui vous êtes, somme toute des parasites vagabonds et qu'aucune loi n'a été écrite pour vous ». Inutile aussi de songer à combattre la judéophobie : on ne combat pas une « disposition héréditaire ». Le peuple juif se trouve ainsi enfermé dans un redoutable cercle vicieux, peuple « élu par la haine universelle », impuissant à vivre, ne voulant pas se suicider, condamné à tourner en rond dans le manège lamentable d'une histoire faite par d'autres et dont il est à jamais l'objet passif.

Le remède : « occuper enfin, à notre tour, une place plus supportable et plus digne dans l'assemblée des nations vivantes », ce qui implique, obligatoirement, un foyer national — « une terre à nous », plaide Pinsker, « ... un grand bout de sol pour nos pauvres frères, un bout de sol dont nous aurions la propriété et d'où nul étranger ne puisse nous chasser ». Pour le médecin juif d'Odessa comme pour un nombre de plus en plus grand de ses coreligionnaires de toute condition, l'émancipation est morte, étouffée dans la fumée des pogroms ; c'est l'heure de l'*Autoémancipation* qui sonne maintenant.

Pinsker a écrit sa brochure en allemand et l'a publiée à Berlin, car c'est dans le judaïsme occidental qu'il fonde ses espoirs. On l'a déjà vu, celui-ci réagit mollement, et Pinsker se retourne vers ses frères « orientaux », évidemment plus à même de comprendre son message. Un réseau sioniste y existe déjà — la *Ahavat Zion*, l'Amour de Sion, fondée en 1881 par des étudiants de Saint-Pétersbourg. La société est ouverte à « tout fils d'Israël qui admet qu'il n'y a pas de salut pour Israël tant qu'un gouvernement juif ne sera pas établi en Terre d'Israël » et les *Hoveveï Zion* (les Amants de Sion) essaiment rapidement à travers Russie, Pologne et Roumanie. S'ils divergent souvent sur les moyens à utiliser — immigration immédiate ou préparation minutieuse d'abord — et sur le type de société qu'il s'agit de créer en *Eretz-Israël* (la Palestine en hébreu), ils sont tous d'accord sur le but final, résolument sioniste, ainsi que sur les objectifs à court et moyen termes : l'achat massif de terres et la création d'une classe de fermiers et d'ouvriers juifs en Palestine. Les Amants de Sion portent Pinsker à leur tête, lancent une campagne de financement et dès 1882 commencent d'arriver en nombre en Palestine, malgré l'interdiction des autorités ottomanes. Les premières colonies sont ainsi fondées — Richon-le-Zion dès juillet 1882, puis, Rosh-Pina, Petakh-Tikva, Zikhron-Ya'akov, Gedera.

Le mouvement, cependant, piétine. Il y a bien quelque quatorze mille membres répartis dans une centaine de sociétés, avec un fonds de roulement de quelque cinquante mille roubles par an, mais des frictions internes minent le mouvement de l'intérieur, cependant que l'obstruction turque gêne considérablement l'immigration. Le sionisme attend son second souffle.

C'est Théodore Herzl qui le lui apportera. L'œuvre sioniste de ce Juif hongrois de langue allemande, éduqué à Vienne, juriste, dramaturge et journaliste de haut vol, assimilé autant que l'on pouvait être est, tout autant que celle de Pinsker, une réaction à l'antisémitisme. L'avènement de Karl Lueger à la mairie de Vienne avec un programme antisémite,

puis le spectacle lamentable de la dégradation du capitaine Dreyfus dans cette Fance qui, la première, émancipa ses Juifs, convertissent Herzl à la solution nationale de la question juive. Mais si le cheminement est le même que celui de Pinsker, il diverge cependant de celui-ci par l'analyse de la nature de l'antisémitisme — conséquence de la situation anormale du peuple juif, certes, mais « raisonnable » tout de même, compréhensible donc et même utilisable. Herzl est bien fils de son siècle et, confiant malgré tout dans le progrès et la raison, il présente le sionisme comme seule solution raisonnable à cette anomalie historique que sont les Juifs, au service de laquelle même l'antisémitisme peut être attelé. Armé de cette conviction, plaidant avec chaleur pour l'unicité du peuple juif — « Nous sommes un peuple, un seul peuple » — servi par une personnalité hors du commun et un physique imposant, Herzl donne au mouvement sioniste une impulsion décisive : d'un mouvement plutôt amorphe, mal assuré sur des assises doctrinales et organisationnelles floues, sans appuis internationaux, il fait en peu de temps une machine puissante et efficace, présente sur l'échiquier du monde.

En 1896 paraît son *Etat juif, essai d'une solution moderne du problème juif*, puis, l'année suivante, il convoque à Bâle le premier congrès sioniste. Celui-ci formule clairement le but du mouvement : « Le sionisme cherche à établir un foyer pour le peuple juif, en Palestine, garanti par le droit public », et se donne des instruments d'action : l'Organisation sioniste mondiale, une banque, une presse en plusieurs langues. Dans son journal, à la date du 3 septembre 1897, on peut lire cette prophétie étonnante : « A Bâle, j'ai fondé l'Etat juif... dans cinq ans peut-être, dans cinquante ans sûrement, chacun le verra. » Cinquante ans plus tard, à trois mois près, aux Nations Unies, l'Histoire était au rendez-vous.

Il ne nous appartient pas ici de décrire l'odyssée diplomatique de Théodore Herzl, ni les péripéties qui devaient aboutir à la naissance de l'Etat juif[9]. D'ailleurs, au fil de notre étude,

9. Cf. W. Z. LAQUEUR, *Histoire du sionisme*, Paris, 1973.

nous reviendrons souvent à cette période de gestation qui seule explique des aspects autrement incompréhensibles de la réalité israélienne. Mais il importe de comprendre, au-delà de la trame compliquée des événements, au-delà des calculs des chancelleries et des faits et gestes des pionniers, la nature profonde de l'aventure sioniste, le pourquoi d'un mouvement qui a non seulement dessiné un Etat de plus sur la carte du monde et l'a définitivement marqué de son sceau, mais encore a révolutionné la vie des communautés juives à travers le monde, a bouleversé le Proche-Orient et est devenu un facteur de poids dans les relations internationales.

Car le sionisme est un mouvement paradoxal, et c'est pourquoi l'Etat qu'il enfantera le sera aussi, à plus d'un titre : produit de la longue mémoire du peuple juif, il s'affirme comme la continuation et la conclusion logique de l'histoire de ce peuple ; il est en fait rupture d'avec la tradition, fuite en avant, défi et révolution. Cette mémoire historique dont il se veut le continuateur est religieuse en son essence ; le sionisme sera, à peu d'exceptions près, un mouvement purement laïc, pour lequel la religion se réduit à un ensemble de symboles culturels, à une geste nationale. Pensé par des intellectuels pratiquement assimilés, il le fut à l'intention du judaïsme occidental, plus apte en principe à en comprendre les mobiles et à en assumer la réalisation ; mais ce sont les ghettos de prolétaires russo-polonais, mal intégrés au siècle, qui s'en emparent — ces gens vers lesquels se tournent en désespoir de cause les chefs sionistes, et qui ont gardé assez d'enthousiasme messianique pour baiser dévotieusement les pans de la redingote d'un Herzl ébahi, promu au rang de prophète moderne d'Israël. Produit de l'émancipation, des Lumières, du printemps des peuples, il prend appui sur le mouvement des nationalités, sur le libéralisme, sur le grand rêve européen issu de la Révolution française, sur le socialisme surtout ; mais c'est aussi l'expression de la désillusion émancipatrice, une réaction de déception, d'humiliation et de peur qui transforme mémoire historique et tradition nationale en mouvement politique. Beaucoup de ses hésitations, de ses incohérences, de ses

faux-pas, de ses illusions, mais aussi de sa force persuasive et de son énergie conquérante, provient de cette double origine ; un vieux peuple dispersé aux quatre vents, qui tente, sous la pression des autres et de sa propre histoire, de se couler dans le moule moderne de l'Etat-nation.

La querelle territorialiste illustre bien les tensions qui se manifestent entre ces deux pôles de la conscience juive moderne, mais aussi leur évidente complémentarité. En 1903 la Grande-Bretagne propose officiellement l'Ouganda (le Kénya en fait) aux sionistes pour y bâtir leur foyer national. Le sort désespéré des communautés russes et l'obstruction systématique de la Porte à la colonisation juive en Palestine, amènent Herzl à endosser le projet ougandais. Il le propose aux délégués du VIe Congrès sioniste, tenu à Bâle en août 1903, où il arrache une très faible majorité : 295 contre 178 et 98 abstentions. Herzl mort, le VIIIe Congrès de Bâle (juillet-août 1905) rejette définitivement la chimère africaine et réaffirme que le sionisme n'a pas de sens sans Sion. Herzl le savait bien lui-même[10], lui qui avait proposé son projet comme une solution provisoire — « L'Ouganda n'est pas Sion et ne sera jamais Sion », avait-il expliqué devant les réactions furieuses des délégués au VIe Congrès. Et pourquoi donc, si l'on ne veut que donner une patrie aux Juifs, si l'on ne cherche que leur « autodétermination » ? Précisément parce qu'on ne veut pas que cela, ou plutôt parce que cela n'est possible qu'en Palestine. L'Etat-nation, bien sûr, mais uniquement là où se trouvent les racines de cette nation. Continuité que l'on peut railler, ou contester, ou rejeter, mais qui a pour ces hommes valeur de dogme absolu. Dès lors, pour âpres et lourdes de sens qu'elles aient été à l'époque, les divergences doctrinales entre le sionisme culturel d'Ahad Ha'am[11]

10. Son ami le Dr Nordau, avait parlé de « *Nachtasyl* », un asile de nuit sur la route de la Terre sainte.

11. Ce ne sont pas les Juifs qu'il s'agit de sauver, mais le judaïsme qui dépérit sous les assauts du monde moderne. Il est donc urgent de créer des structures nouvelles, capable de remplacer la religion comme ciment de l'identité juive. Sion doit remplir essentiellement ce rôle de centre spirituel pour l'ensemble du peuple juif.

et le sionisme-rupture, nietzschéen, dédaigneux de la tradition frileuse des ghettos, d'un Brenner ou d'un Berdyczewski, ou encore entre sionistes « politiques »[12] et sionistes « pragmatiques »[13] — perdent beaucoup de leur signification. Excepté une infime minorité de territorialistes impénitents qui quittent l'Organisation sioniste mondiale pour fonder une éphémère Organisation territoriale juive (1905), les courants multiples qui foisonnent dans la famille sioniste ne doutent jamais de la centralité de la Palestine — seul territoire où l'identité nationale juive moderne retrouve ses vieilles racines.

Cependant, vieilles racines et nouvelles idées n'eussent pas suffi. Il faut encore et toujours revenir à l'antisémitisme — tragiquement l'appui le plus fidèle de la cause sioniste. On le retrouve à chaque tournant du sionisme, à l'origine de chacune des accélérations de son mouvement. On a vu comment les pogroms de 1881 provoquent le cri de Pinsker et la floraison des sociétés des « Amants de Sion » ; puis comment la montée de l'hystérie anti-juive en Europe centrale et occidentale amène Herzl à écrire son *Etat Juif*, à organiser le sionisme politique et à agiter les chancelleries. En 1905, à la suite de la révolution manquée, les pogroms de Kichinev amènent une nouvelle vague d'immigration en Palestine. Au fil des ans, cet aspect *refuge* du foyer national juif prend de plus en plus d'importance, jusqu'à supplanter tous les autres. En pleine guerre, en 1917, Haïm Weizmann arrache à la Grande-Bretagne la fameuse « déclaration Balfour », où le gouvernement de Sa Majesté, par la plume de son secrétaire au *Foreign Office*, exprime sa « sympathie » pour « les aspirations juives sionistes », affirme « considère[r] favorablement l'établissement, en Palestine, d'un Foyer national pour le peuple juif »

12. Obtenir une « charte », et donc la reconnaissance des nations, par une activité politique soutenue — c'est le courant dont Herzl est le plus éminent représentant.

13. Colonisation progressive, patiente et têtue, faits accomplis en Palestine, renaissance de la culture et de la langue hébraïque — la reconnaissance viendra de surcroît.

et promet d'en « faciliter la réalisation » — document curieux, « hors de toute règle » (Arthur Koestler) et de toute logique internationale, mais qui n'en représente pas moins la première victoire diplomatique significative du mouvement sioniste. Mais c'est après la première guerre mondiale que la traduction de ce texte dans les faits revêt une urgence exceptionnelle : tandis que la déclaration Balfour est approuvée par la Conférence de San Remo (24 avril 1920), puis est incorporée au mandat sur la Palestine que la SDN confie à la Grande-Bretagne, plus de cent mille Juifs sont massacrés par les bandes ukrainiennes et russes blanches dans les terribles années de guerre civile qui suivent la Révolution d'Octobre. Puis, une fois la vague des pogroms apaisée, c'est le *numerus clausus* en Pologne, et de nouveau dans les années 30, les pogroms reprennent. Parallèlement, les portes de l'Occident se ferment devant les malheureux — au-delà de toute idéologie, la Palestine se présente de plus en plus comme le seul havre de salut. Les Juifs non sionistes occidentaux le comprennent bien, qui acceptent maintenant d'intégrer une Agence juive « élargie », sur une base paritaire avec les sionistes : devant la montée des périls il s'agit d'aider les frères de l'Est à s'installer en Palestine pour des raisons « humanitaires » (1929).

L'antisémitisme nazi enfin et surtout, qui confère à l'idéal sioniste un caractère obligatoire, inévitable, urgent. Certes, le déferlement des armées hitlériennes, la mise en chantier de la « solution finale », la politique franchement antisioniste de la puissance mandataire britannique — les fameux *Livres blancs (infra)* qui interdisent pratiquement aux Juifs l'accès de la Palestine —, tout cela rend le mouvement sioniste impuissant à sauver le judaïsme européen. Mais la mise à mort d'un peuple dans le silence sidéral des Nations a un impact formidable et définitif sur les survivants. Toute prudence oubliée, la conférence de Biltmore (New York, mai 1942) définit en pleine guerre, clairement, le but du mouvement sioniste : « *the establishment of Palestine as a Jewish Commonwealth* ». Fait significatif, les non-sionistes ne s'y opposent pas. Puis, au sortir de la guerre, la vision d'horreur des camps de la mort,

la découverte de l'étendue du désastre — plus de six millions de victimes, soit le tiers du peuple juif —, les centaines de milliers de survivants hébétés dont personne ne veut — tout cela investit les thèses sionistes de la simplicité de l'évidence : pour que « cela » ne se reproduise plus, il faut aux Juifs une terre à eux. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du mouvement, l'adhésion des masses juives à travers le monde est pleine et entière, de même que la sympathie de l'opinion publique mondiale, du moins là où elle peut s'exprimer *(infra)*. Nous aurons l'occasion de revenir sur la façon dont le but — la création de l'Etat — a été atteint, sur les obstacles qu'il a fallu surmonter, sur les résistances qu'il a fallu vaincre, sur les difficultés de toute sorte, militaires, politiques, économiques, diplomatiques, voire morales, qu'il a fallu résoudre, contourner ou simplement ignorer. Seul nous importe ici l'impact psychologique de l'holocauste, le poids très lourd dont il pèse sur le mouvement sioniste, sur le peuple juif en son entier, de même que sur l'évolution ultérieure de l'Etat — le fameux « complexe de Massada », dont l'une des murailles est bien le souvenir de l'horreur nazie. Pour choquant que cela puisse paraître, Hitler a été certainement le levier le plus puissant dans l'édification de l'Etat juif.

Il faut lire, pour comprendre cela, le rapport de la Commission d'Enquête anglo-américaine, nommée en décembre 1945 pour étudier les conditions de vie et les perspectives d'avenir des quelques 100 000 *DP* (« personnes déplacées ») des centres d'accueil établis à leur intention en Autriche et en Allemagne. On y apprend que pour ces gens, au-delà de toute considération d'idéologie, d'histoire, d'identité nationale, de théories sionistes, le Foyer national juif est simplement la seule chance de survie. Fuir l'Europe et ses ombres, immigrer en Palestine, voilà le seul espoir qui leur reste, et le seul pour lequel il vaille vivre. « Même s'il n'y avait pas eu un seul sioniste étranger ni la moindre trace de propagande sioniste dans les camps, ils auraient choisi la Palestine », précise le rapport, qui rappelle par ailleurs que les démocraties occidentales n'avaient de toute façon aucune intention de leur offrir

l'accueil. « Nos discussions de Vienne nous amenèrent à une seule conclusion. Il était absolument impossible de renvoyer dans leur pays ces 98 000 hommes, parce qu'ils n'avaient plus de pays. Les nazis les avaient déracinés, et ils ne pouvaient plus reprendre racine dans leur sol natal. Il n'était pas possible non plus de les réinstaller en Allemagne, ou nulle part ailleurs en Europe... nous fûmes amenés à la conclusion que, pour sauver ces 98 000 êtres humains il fallait leur permettre d'aller où ils voulaient aller et où leurs besoins et leurs névroses seraient compris... »[14]. L'antisémitisme n'a été, on l'a vu, que l'une des racines d'Israël, et la plus empoisonnée. Mais aussi, hélas, la plus vigoureuse.

L'Etat d'Israël apparaît ainsi comme la réponse au défi que l'âge moderne jette au peuple juif. A chaque étape de leur longue histoire, les Juifs se sont tant bien que mal adaptés au monde environnant, en inventant chaque fois les formes de vie communautaires les plus propres à préserver leur héritage spirituel et leur identité nationale. Or, à l'âge des Etats-nations, ce ne pouvait être que l'Etat-nation.

Il lui fallait en effet échapper à une alternative qu'il connaissait bien, pour l'avoir souvent rencontrée sur son chemin, mais posée cette fois dans des termes neufs, d'une brutalité sans précédent : disparaître en tant que nation (la voie douce, émancipation et assimilation), ou disparaître en tant qu'individus (la voie de sang, Petlioura et Hitler). Il y avait bien une troisième voie, celle de toujours, la voie communautaire — Juifs quand même, parmi les Gentils ; or, pour la majeure partie du peuple, entre les pogroms tsaristes et le Goulag stalinien en passant par les fours crématoires, cette voie-là n'existait plus.

La solution la plus radicale du problème, ce fut donc le sionisme politique et son corollaire : l'Etat juif. A un peuple de toute façon conscient de sa spécificité et ne doutant pas de

14. Cité par A. KOESTLER, *Analyse d'un miracle..., op. cit.*, p. 122 et suiv.

son bon droit sur une terre qu'il a toujours considérée comme sienne par promesse divine, attachement spirituel et présence physique, le XIXe siècle européen fournit l'idée nationale moderne et les persécutions raciales.

Si l'on voulait définir d'un mot l'entreprise sioniste, l'on pourrait dire que c'est une quête fervente de la *normalité*, cette vieille obsession juive[15], dont le sionisme est la version moderne. Les sionistes ont cherché à créer un « homme juif nouveau », attaché à sa terre, la travaillant de ses bras, la défendant de son sang ; ils ont voulu édifier une société nouvelle et, pour ce faire, renverser la fameuse pyramide sociale juive *(infra)* et la remettre sur sa base ; ils ont recréé une langue nationale, et ont écrit dans cette langue dépoussiérée une littérature et une histoire nationales ; ils ont bâti une armée, se sont donné une tradition et des héros militaires, ont appris à se défendre et à attaquer ; ils ont eu même dans leur Etat, selon le vœu ironique de Bialik, leurs bandits et leurs prostituées — il s'agissait encore et toujours d'être « comme les autres », et vivre « comme les autres » une existence nationale « normale ».

Cette notion de normalité est d'ailleurs ambiguë. Il ne s'agissait nullement d'être « identiques aux autres », bien au contraire. Quoique vidée pour l'essentiel de son contenu religieux, la spécificité juive, du reste difficile à définir en termes laïcs, et encore plus difficile à mettre en pratique, devait être préservée. D'où l'acharnement à vouloir un « Etat juif », mais qui soit en même temps une démocratie moderne au sens plein du terme *(infra)*. D'où aussi, confusément, la foi toujours vivace en la mission universaliste d'Israël, aussi vieille que le judaïsme lui-même. Toutes nuances idéologiques confondues, les penseurs sionistes, Herzl en tête, rêvent d'un Etat plus ou moins conforme aux idéaux prophétiques, dûment laïcisés et mis au goût du siècle : justice sociale, tolérance, fraternité humaine.

15. « ... il y aura un roi sur nous, et *nous aussi nous serons comme toutes les nations* » (I Sam. 8, 20).

L'affirmation orgueilleuse d'une « mission » et la soif de « normalité » peuvent paraître contradictoires, et le sont sans doute. Mais les idéologies ne sont cohérentes qu'en apparence, dures et lisses comme des pierres polies. Le sionisme ne fait pas exception à la règle, il est bourré d'incohérences et d'illusions comme la vie des peuples elle-même. Pour contradictoires qu'elles soient donc, ces deux tendances n'en font pas moins partie, toutes deux et en même temps, de l'idéologie sioniste comme de la mentalité de l'Israélien moyen. A chacune des pages de ce livre, le lecteur pourra vérifier en quelle mesure l'Etat d'Israël aura su les satisfaire.

CHAPITRE II

Le problème de l'Etat

Pour les vieilles nations d'Europe, l'Etat est une donnée naturelle, lentement mûrie et sans cesse façonnée par les vicissitudes d'une histoire nationale ininterrompue. Pour les jeunes nations d'Afrique et d'ailleurs, récemment affranchies de la domination coloniale, l'Etat a été par contre une donnée d'emprunt, une forme de vie sociale et politique étrangère à leur passé et à leur civilisation, que leur ont léguée, le plus souvent sans mode d'emploi, leurs ci-devant maîtres. Pour les Juifs, ce ne fut ni ceci ni cela.

Ils avaient perdu depuis dix-neuf siècles l'exercice de leur souveraineté et les vieux souvenirs hasmonéens ne pouvaient être d'un grand secours aux pères fondateurs de l'Israël moderne. Ils devaient donc bâtir leur Etat *ex nihilo* tout comme les peuples colonisés. Mais par ailleurs, ils avaient à leur disposition une expérience politique riche sur laquelle ils pouvaient s'appuyer : fils de l'Europe pour la plupart, ils participaient intimement de la culture politique européenne. Peuple à part, jamais parfaitement intégré, ils ont adopté, partout et toujours, des formes très élaborées de vie communautaire, quasi étatique parfois.

Le mouvement sioniste, vieux d'un demi-siècle déjà quand l'Etat voit le jour, a été lui aussi un formidable laboratoire d'idées et de pratiques politiques, une pépinière de chefs et d'organisations. Enfin, le *Yichouv* palestinien s'est donné très

tôt des institutions propres, lesquelles ont constitué l'armature de l'Etat nouveau-né.

C'est dire que la « constitution » de l'Etat d'Israël (au sens britannique du terme) n'est pas sortie tout armée du cerveau de quelque Solon hébreu. Les pères fondateurs se mouvaient dans un cadre assez étroit ; leur Etat *devait* se conformer aux deux modèles que l'histoire de la Diaspora et celle du mouvement sioniste lui imposaient : les idéaux européens du XIXe siècle, qui avaient imprégné le sionisme politique — socialisme, libéralisme, libertés publiques — ainsi que l'influence des institutions britanniques héritées du Mandat, débouchaient naturellement sur une démocratie à l'occidentale ; la longue mémoire historique d'Israël exigeait, par la voix des partis religieux, par la sensibilité de l'opinion juive mondiale, mais aussi par celle de l'ensemble des Israéliens, fussent-ils les plus « laïcs », un Etat « juif ».

La Proclamation de l'Indépendance de l'Etat d'Israël, lue par David Ben-Gourion le 14 mai 1948 au musée de Tel-Aviv, lors de la séance solennelle du Conseil provisoire, est révélatrice à cet égard. L'Acte d'Indépendance déclare tirer sa légitimité de l'histoire et de la tradition juives, mais aussi du consentement des nations, tel qu'il s'est exprimé lors du vote du partage de la Palestine, le 29 novembre 1947 ; du « lien historique et traditionnel » des Juifs avec la Terre sainte, mais aussi du « droit naturel » de ce peuple d'être, « comme toute les nations, maître de son destin sur le sol de son propre Etat souverain ». Il exprime sa confiance dans « le Roc d'Israël » (l'une des dénominations de Dieu dans la Bible), et asseoit son exigence de « liberté, de justice et de paix » sur « l'idéal des prophètes d'Israël » ; mais pour l'essentiel, les principes qu'il proclame sont ceux de la démocratie libérale occidentale : « L'Etat d'Israël... assumera la plus complète égalité sociale et politique à tous ses habitants sans distinction de religion, de race ou de sexe ; il garantira la liberté de culte, de conscience, de langue, d'éducation et de culture ; il assurera la protection des Lieux saints de toutes les religions et sera fidèle aux principes de la Charte des Nations Unies. »

On tâchera dans ce chapitre de démêler quelque peu l'écheveau des institutions de l'Etat juif en suivant leur évolution dans le temps, les traditions diverses d'où elles sont issues, les forces politiques qui les ont façonnées, l'« esprit » qui est le leur, particulier à plus d'un titre.

1. UNE DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE MODERNE...

Les premières tentatives d'auto-administration du *Yishouv* palestinien remontent aux débuts du siècle, alors que le pays est encore sous domination ottomane. Mais ce n'est qu'après la première guerre mondiale, avec l'établissement du Mandat britannique, que ces tentatives se précisent : en avril 1920, quelque 20 000 personnes, soit 70 % des votants juifs enregistrés, élisent au suffrage universel une *Assemblée de Députés (Asséfath Ha'Nivharim)* de 314 membres, représentant vingt partis différents. Réunie à Jérusalem en octobre suivant, l'Assemblée élit à son tour un exécutif de 36 membres — le *Comité National (Va'ad Lé'umi)*. Parallèlement, un *Conseil rabbinique* est élu en 1921 par un collège de rabbins et de laïcs orthodoxes. Coiffé par deux grands rabbins — un Ashkénaze et un Sépharade — et composé de six rabbins des deux rites et de conseillers-lais, ce corps élit les membres des cours rabbiniques, lesquelles régissent le statut personnel des Juifs palestiniens : mariage, divorce, héritage, etc.

Le *Yichouv* dispose aussi d'un embryon de gouvernement, à qui les Anglais abandonnent quelques responsabilités : éducation, politique culturelle et affaires religieuses. Des difficultés énormes surgissent, aussi bien à l'intérieur de la communauté — répugnance des membres du « vieux *Yishouv* » orthodoxe à siéger avec les laïcs, opposition des religieux au vote des femmes, rivalité entre Séfarades[1] et Ashkénazes[2] —

1. Membres des communautés de rite « espagnol », originaires pour la plupart des pays musulmans.
2. De rite « allemand », originaires d'Europe de l'Est.